



**Vos supermarchés  
restent ouverts !!!**  
**Ne relâchez pas la vigilance !**  
Continuons les gestes barrières

Adidogomé - Agoè Assiyéyè - Baguida - Boulevard - Cassablanca - Grand Marché - Millénum - Okavango

LE CHAMPION. ENTREPRISE CITOYENNE

Abonnez-vous ou achetez la version pdf de votre journal dès aujourd'hui !



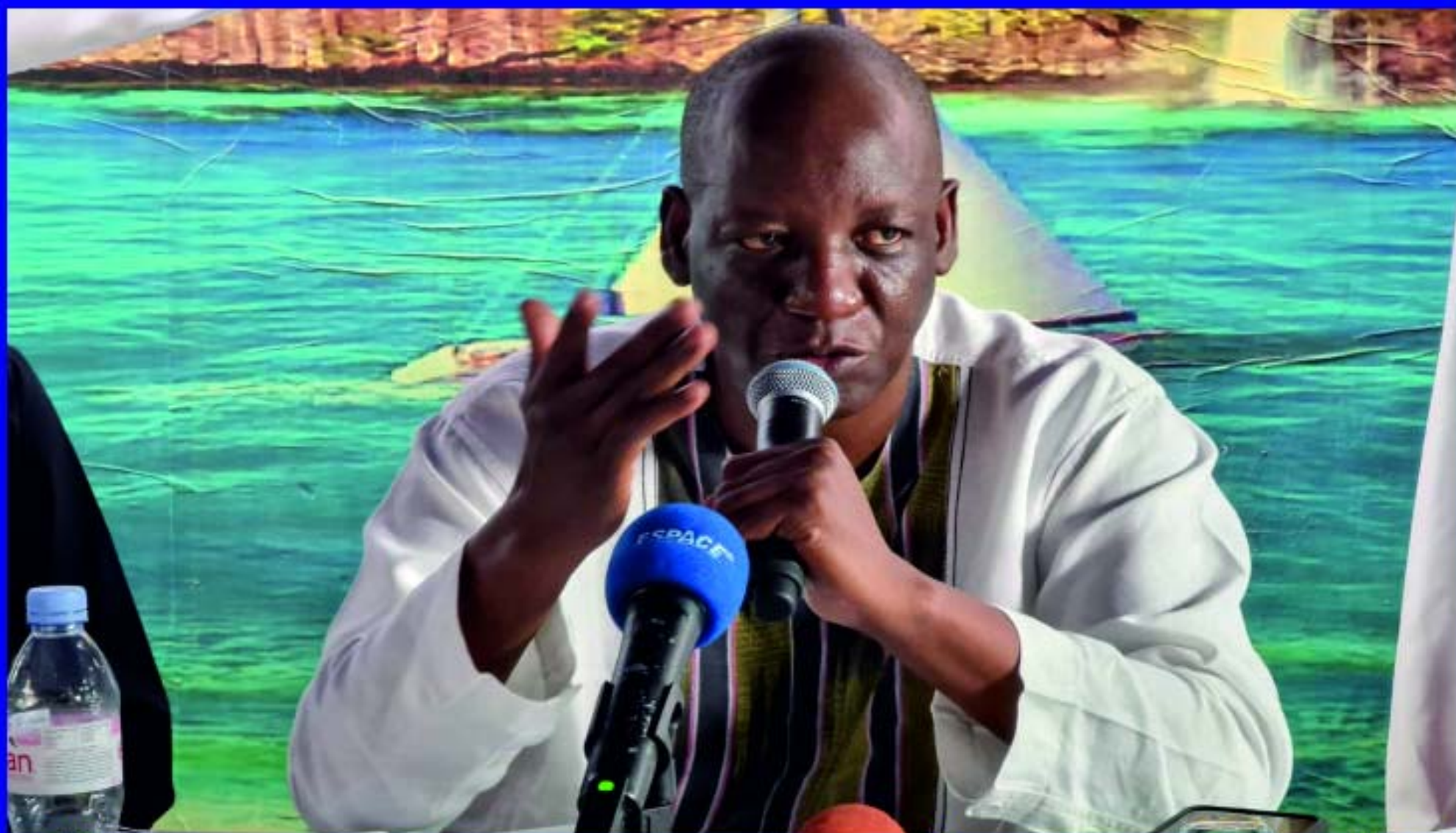
www.papierweb.com/togo/nouvelleopinion

www.lapinion.tg  
Récépissé N°0149/14/03/01/HAAC

# Nouvelle Opinion

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité / N°729 du 04 Octobre 2021 / Prix : 250F CFA

## Mahamadou Bonkougou face à la presse sous régionale



**« Nous sommes une entreprise panafricaine. Nous voulons révolutionner le continent » P.3**

### Assemblée nationale:

**Les députés balisent la voie pour l'organisation des élections régionales P.3**



### Processus de déclaration des biens au Togo :

**Faure Gnassingbé veut marquer des points dans la culture de la transparence P.5**

**Mahamadou Bonkougou face à la presse sous régionale**

**"Nous sommes une entreprise panafricaine. Nous voulons révolutionner le continent"**

En conférence de presse samedi 2 octobre 2021 à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, le Président Directeur Général du groupe EBOMAF a expliqué à des journalistes venus de plusieurs pays dont le Togo, le Bénin, et la Guinée. Le PDG a saisi l'occasion pour exprimer à la presse la vision de son groupe qui n'est autre que le développement du continent noir. "Hier, notre continent peinait à avoir une expertise en bâtiment et en Travaux Publics exposant nos pays à des coûts exorbitants pour la réalisation des ouvrages. Aujourd'hui l'Afrique de l'ouest peut se frotter les mains d'avoir une référence en la matière, le groupe, EBOMAF" a d'entrée de jeu lancé Mahamadou Bonkougou.

Avec ses 32 ans d'expérience, le Groupe s'est illustré et positivement à travers la réalisation d'ouvrages tels que routes, ponts et bâtiments d'abord au Burkina sa terre natale. Ayant en vue de servir et de lancer une révolution en BTP dans tout le continent, Mahamadou Bonkougou va poursuivre sa belle aventure dans près de 15 pays dont le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire.



Mahamadou Bonkougou

Plusieurs routes burkinabé, béninoises ... et togolaises portent la griffe de cette gigantesque entreprise avec des délais bien respectés et des travaux exécutés avec art et dextérité. Bonkougou qui vise loin, savait qu'on ne peut prospérer en affaire sans aller à la diversification des activités. Connu traditionnellement dans les BTP, EBOMAF est aujourd'hui dans la pêche, l'hôtellerie, l'aviation avec la compagnie Lisa Transport International (LTI), dans l'exploitation minière puis récemment dans la banque. Une puissante structure du nom de IB BANK fait déjà parler d'elle au Faso, à Djibouti et au Togo.

" Nous sommes un groupe panafricaniste et comme tel nous employons actuellement

20 000 jeunes du continent. Pour ceux qui ne le savent pas nous ne sommes pas qu'en Afrique de l'Ouest. Nous sommes en Afrique centrale et également en Afrique de l'Est.

Si les choses ne se sont pas bien passées entre son groupe et certains États comme la Guinée et le Libéria pour des raisons purement politiques ou conjoncturelles propres à ces pays. L'homme d'affaire du Faso s'est réjoui des bonnes relations que son groupe entretient avec d'autres États à l'instar du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, des deux Congo, du Soudan et de Djibouti. Parlant du Togo, Mahamadou Bonkougou n'est pas allé par 4 chemins pour affirmer que le pays de Faure Gnassingbé est sa seconde nationalité, sa terre d'accueil, le pays qui suscite plus d'admiration. Fruit d'une volonté politique des premiers responsables avec en tête le Président de la République. "Je voudrais à travers vos micros rendre un hommage mérité au Président Togolais son Excellence monsieur Faure Gnassingbé. C'est



Une vue de l'assistance

un homme d'ambition qui a de la vision pour son pays. C'est un homme de parole qui cherche à pousser loin le Togo. Je peux dire que sa stratégie devrait inspirer d'autres États" a laissé entendre le puissant homme d'affaire du Faso aux journalistes. Plusieurs questions notamment celles liées aux propos selon lesquelles certains chefs d'États seraient actionnaires au groupe, ont toutes trouvé des réponses de la part du PDG qui a nié tout en bloc estimant qu'il s'agissait là des manœuvres pour ternir son image. "Pour le moment, c'est moi le seul et unique actionnaire de mon groupe. Je n'ai aucun associé et je mets quiconque aux défis de me prouver le contraire. J'ai entendu dire que je soutiendrais certains pouvoirs ou oppositions africains. Je dis haut ici que dans notre agenda, nous n'avons inscrit nulle part ce volet. Je ne l'ai jamais fait et je ne le ferai jamais" a-t-il martelé.

Évoquant la question guinéenne où son entreprise serait accusée d'abandon de chantier, de surfacturation, le Patron du groupe explique qu'il n'a

jamais, de l'existence de son groupe manqué de respecter la parole donnée donc, ses engagements. Selon lui, deux contrats ont été signés entre l'État guinéen et EBOMAF pour la construction de deux tronçons. Le groupe s'est en même temps exécuté sur la base de la confiance à lui faite aux autorités du pays d'alors. Du matériel important y a été acheté et convoyé en terre guinéenne. L'Entreprise a pu exécuter certains travaux qui lui coûteront près de la cinquantaine de millions d'euros avant de se rendre compte des manœuvres d'une certaine classe de la hiérarchie. Cette dernière mettront unilatéralement fin aux deux contrats sans consultation. Le Président Directeur Général dit être vraiment surpris par ces comportements qui ne riment pas avec l'orthodoxie des États. En clair, la Banque centrale de la Guinée n'a pu apporter la garantie nécessaire qui permette à l'Entreprise de continuer les travaux lancés à cet effet. Contrairement aux allégations selon lesquelles l'État guinéen poursuivrait son groupe, Mahamadou Bonkougou explique que c'est plutôt à lui que le gouvernement guinéen reste redevable de près de 60 millions d'euros. Pour rassurer les uns et les autres, il en appelle à l'honnêteté des journalistes guinéens présents qui connaissant bien l'ancien Président Alpha Condé savaient que ce dernier n'aurait jamais permis le retrait du matériel du groupe de la Guinée s'il était avéré que c'est le groupe qui devait à leur pays.

Mahamadou Bounkougou a, pour conclure, félicité la presse africaine dans son ensemble pour le travail professionnel qu'elle abat dans la recherche de la bonne information pour mieux éclairer l'opinion. Il a souhaité que les dirigeants du continent fassent davantage confiance à la coopération sud-sud qu'il encourage de tous ses vœux

STAN

Tchagnao



La table d'honneur

**Rentrée scolaires 2021-2021 :**

**L'Association "Médecine naturelle" offre des kits scolaires à 200 élèves**

Plus de 200 enfants ont bénéficié des kits scolaires le 25 septembre dernier. Un don de Mme OCLO Délali et l'association " Médecine naturelle ". Les kits scolaires étaient destinés aux élèves nécessiteux de Dékon (banlieue située au centre-Est de la ville de Lomé) et à ceux de Gbodjomé.



Le but, selon les donateurs, c'est d'assurer la rentrée aux élèves et aussi aider les enfants et parents démunis pour une bonne rentrée scolaire.

" Quand j'étais petite, ce sont des gens qui me venaient en aide avant la rentrée scolaire. Parce que, ma mère était une célibataire et elle n'avait pas assez de moyens financiers. C'est grâce à ces bonnes

volontés que j'arrive à rassembler mes fournitures pour rentrer à l'école. C'est grâce à eux que je suis devenu ce que je suis aujourd'hui. C'est pourquoi je m'investis toujours à aider les autres. Je dois faire comme on l'a fait pour moi ", a laissé entendre Mme OCLO Délali, Présidente de l'Association " Médecine naturelle ".

Un geste louable et très apprécié par les bénéficiaires qui remercient les donateurs. " Avec ces cadeaux, je promets de travailler dur pour réussir à la fin de l'année. Je remercie sincèrement Tata Délali ", a déclaré Téko Kokoé Gracia, une bénéficiaire, élève en classe de CE2. Le don a été remis aux enfants avec l'accord de

leurs parents. " C'est ma maman, même qui m'a autorisé de venir prendre les cadeaux. Elle m'a dit de remercier beaucoup tata Délali ", a confié Gavon Justin, un autre bénéficiaire. Par ailleurs, Mme OCLO Délalia a exhorté les parents d'élèves à prendre soin de leurs enfants, sur le plan physique et spirituel, en cette période de rentrée scolaire.

" Les parents doivent prier beaucoup pour confier leurs enfants à Dieu. Il y a des recettes naturelles que nous avons à donner aux parents pour qu'ils puissent protéger leurs enfants contre toute attaque spirituelle. Je les exhorte à s'approcher de notre association. Avec les herbes, tout est possible ", a exhorté Délali OCLO.

## Assemblée nationale:

## Les députés balisent l'avoie pour l'organisation des élections régionales-

La semaine dernière la représentation nationale a adopté à l'unanimité des grands points contenus dans la conclusion de la concertation nationale des acteurs politiques. Ces points concernent essentiellement le projet portant sur le code électoral, la décentralisation, les libertés locales et les manifestations pacifiques publiques.

Les travaux étaient consacrés à 3 projets de loi déposés sur la table des élus du peuple. C'est Mme Yawa Djigbodi TEGAN, Présidente de l'Assemblée Nationale qui a dirigé les travaux en présence de Payadowa Boukpessi, Ministre d'État, ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires et de Essomanam Edjéba, ministre délégué auprès du ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, chargé du développement des territoires.

Après le vote à l'unanimité des 3 projets, Payadowa Boukpessi a rendu hommage à la représentation nationale. " Nous comptons sur votre détermination à étudier avec la même célérité les textes que nous vous soumettrons. Notre



Mme Yawa Tsègan, présidente de l'Assemblée nationale

première mission sera l'organisation des élections régionales" a déclaré le ministre Boukpessi.

Le premier projet de loi vise à améliorer le cadre électoral afin de le rendre plus transparent et crédible. Il crée un climat socio-politique apaisé et concerté à l'ensemble des citoyens togolais en modifiant de ce fait, notamment les dispositions relatives à la commission électorale nationale indépendante, à la révision des listes électorales, à l'authentification des bulletins de vote, au parrainage des candidats indépendants, à l'élection présidentielle et aux délais de dépôt des candidatures pour les élections régionales et municipales.

Le deuxième projet de loi modifie vise à modifier, d'une part, le nombre de conseillers par région pour tenir compte du nombre de communes par préfecture composant la région ainsi que de la population préfectorale et, d'autre part, la composition du bureau exécutif du conseil régional en augmentant le nombre de vice-présidents en vue de permettre à l'opposition d'avoir l'opportunité de participer à l'exécutif.

Le troisième projet portant modification de loi n° 2011-010 du 16 mai 2011 fixant les conditions d'exercice de la liberté de réunion et de manifestations pacifiques publiques modifiée par la loi n° 2019-010 du 12 août

2019, s'inscrit dans l'optique de l'allègement de certaines mesures modificatrices introduites en 2019.

Ces mesures sont relatives à l'interdiction de manifestation sur certains axes et zones en conservant la possibilité d'interdiction pour d'autres axes et zones si les circonstances l'exigent et à la plage horaire des manifestations.

En outre, les réunions ou les manifestations pacifiques sur la voie publique et dans les lieux publics ne peuvent se tenir avant huit (08) heures ni au-delà de dix-sept (17) heures. Aux termes du vote, Payadowa Boukpessi, exprime sa satisfaction à l'endroit des députés pour le travail abattu.

De son côté, Mme la Présidente de l'Assemblée nationale, Chantal Yawa Tsègan, a expliqué que l'adoption de ces 3 projets de loi par la Représentation nationale permet de renforcer davantage le processus démocratique au Togo.

" Il nous faut faire le choix courageux de réformer pour consolider nos acquis démocratiques. C'est pourquoi les réformes majeures engagées par le Gouvernement sous le leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, sont

débatues et adoptées par le Parlement, non pas par bricolage constitutionnel, mais avec légitimité et responsabilité " a-t-elle déclaré.

Elle a rappelé que la CNAP est l'émanation de la politique du Président de la République qui année après année, s'engage à promouvoir et raffermir davantage l'ouverture, le dialogue et le consensus entre les différents acteurs de la vie politique de notre pays.

" À travers ces trois projets de loi, nous avons contribué au renforcement durable du Togo démocratique et de la République décentralisée " a conclu Mme la Présidente de l'Assemblée Nationale.

Rappelons que les trois projets de loi adoptés sont issus des propositions de la Concertation Nationale entre Acteurs Politiques (CNAP). Les travaux de ce cadre qui avait réuni les acteurs politiques du pays se sont déroulés du 19 janvier au 13 juillet 2021, avec pour objectif principal, d'apporter des propositions d'amélioration à une série de projets de loi pour renforcer le processus démocratique au Togo.

La rédaction

## Mali : Les causes d'une escalade verbale entre la junte militaire et la France

Le moins que l'on puisse dire, en l'état actuel des relations entre le pouvoir militaire malien et la France, sa métropole de toujours, c'est qu'un désamour grandissant s'érige entre eux. Alors que la France d'Emmanuel Macron sentant la menace d'un changement de tempo dans ses rapports avec le Mali, a dépêché en urgence, le 20 septembre dernier, sa ministre des armées, Florence Parly pour rassurer le pouvoir malien du maintien de sa présence militaire dans ce pays, le Premier Ministre Choguel Maïga a affirmé juste une semaine plus tard, à la tribune des nations unies, que son pays a été abandonné, " en plein vol " par son partenaire qu'est la France.

Ce propos n'est pas fortuit, il tient d'un argumentaire qui justifie la propension actuelle du Mali à composer plus avec la fédération de Russie plutôt qu'avec la France. Ainsi se présenter comme une victime lâchée en plein vol par son partenaire traditionnel, est une raison puissante qui convainc d'emblée le monde politique et diplomatique ainsi assemblé au siège des nations-unies pour discuter des défis qui se présentent à l'humanité d'aujourd'hui.

Mais il n'en fallait pas plus pour que les gouvernants français montent sur leurs ergots. D'abord la ministre des armées a qualifié ce



Assimi Goïta

propos " d'inacceptables ", estimant justement que " les propos du Premier Ministre malien consistent à s'essuyer les pieds avec le sang des soldats français ".

Dans la foulée, le président Emmanuel Macron qui s'est dit " choqué " soutiendra par la suite qu'il s'agit là d'un langage "inacceptable " et même " honteux ". Le Président français ira encore plus loin pour préciser que malgré le fait que le pouvoir malien est issu d'un coup d'État dans un coup d'État, la France ne s'est pas résolue à l'abandonner ; la preuve en est que ce pays vient justement perdre un de ses soldats, le sergent Maxime Blasco au Mali dont l'hommage été rendu la veille même du propos du Premier Ministre malien.

Totalement rageur, Emmanuel Macron a tenu à préciser sur la

radio France Internationale, que "la légitimité démocratique" du pouvoir malien actuel est "nulle". Mais en réalité, la rage de la France contre le Mali n'est pas fondée uniquement que par le propos de Choguel Maïga, elle se justifie surtout par l'Alliance nouvelle et apparemment forte, qui vient d'être établie entre la fédération de la Russie et l'État malien et qui a été soldée vendredi, par la livraison de 4 hélicoptères de combat de dernière génération. En réceptionnant ce matériel le ministre malien de la défense, Sadio Camara a enfoncé le clou en qualifiant de "fiable" et de "sérieux", ce nouveau partenaire qui fait preuve d'efficacité et de célérité dans la gestion des sollicitations que lui présente l'État malien.

En sous-entendu, le partenaire

traditionnel qu'est la France n'incarne certainement pas ces valeurs dont le ministre de la défense vient ainsi de faire état et c'est précisément cette défaillance qui justifie le fait que le Mali explore la possibilité de nouer d'autres partenariats pour faire face au fléau du terrorisme et de l'instabilité qui lui étirent la gorge depuis près d'une dizaine d'années déjà.

En vérité, c'est bien Emmanuel Macron qui, le premier, a semé la vraie pomme de discorde juste au lendemain du renversement du régime de la transition que dirigeait l'ancien colonel de l'armée de l'air Bah N'Daw. Alors qu'il était en tournée au Rwanda et en Afrique du Sud, le président français affirme ouvertement au journal de dimanche (JDD), en août dernier, que " la France ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de la légitimité démocratique ni de transition ". Autrement dit, l'ancienne métropole entend faire déguerpir ses troupes du Mali et ainsi laisser ce nouveau régime putschiste se débrouiller tout seul face au djihadisme et au terrorisme qui sévissent au nord du Mali.

Joignant l'acte à la parole, la France a, dans la foulée, adjoint cette menace verbale à une action concrète qui est la mise d'un terme à l'opération barkhane et la dimi-

nution drastique de ses troupes au Mali sans en avoir prévenu le pouvoir malien. Que pouvait alors faire le régime d'Assimi Goïta si ce n'est de s'acoquiner avec un autre partenaire étant entendu que son mal persiste? Mais au-delà de tout, cette escalade verbale se pose concrètement une question fondamentale. Pourquoi la France tient tant à rester au Mali dès lors que les supposés bénéficiaires de ses services ont déjà pris acte de son projet de départ de ce pays ? Cette question est d'autant plus pertinente qu'il s'agit bien d'une assistance qui, dit-on, coûte pratiquement un milliard de francs cfa par jour à la France.

En toute logique, dès lors que le pouvoir malien indique clairement qu'il a la possibilité de se trouver de nouveaux partenaires qui vont l'aider à combattre les fléaux perturbant sa quiétude, c'est avec empressement et soulagement que la France devrait précipiter son départ du Mali conformément à la menace proférée par son Président. Pourquoi donc Emmanuel Macron et son régime s'accrochent-ils au Mali et rechignent à quitter ce pays ? La question reste entière et révèle nécessairement d'immenses intérêts inavoués qu'il faudrait davantage creuser un jour.

Tchagnao

**Suspension du Doing Business :**

**Mme Sandra Johnson se prononce**

Dans un entretien exclusif à *Financial Afrik*, Sandra Johnson, ministre et secrétaire générale de la présidence du Togo, évoque la crise sanitaire de la Covid-19 et ses effets sur l'économie togolaise. Elle s'est prononcée également sur la suspension du rapport Doing Business. Rappelons que Mme Sandra Johnson a longtemps été à la tête de la Cellule Climat des Affaires du pays qui avait, dans l'édition 2020, réalisé un bond de 40 places au classement.

" La suppression du rapport n'aura aucun effet sur la dynamique des réformes ", rassure-t-elle. Sandra Johnson fait également partie des 24 personnalités qui ont mis en place " A New Road ", une initiative sur laquelle elle revient dans cet entretien.

Le monde entier traverse actuellement une pandémie qui n'est pas sans effet sur les États. Comment le Togo arrive-t-il à gérer la crise, d'abord au niveau sanitaire, surtout que vous êtes cité comme un bon élève en la matière ? Le Togo, à l'instar des autres pays du monde, est affecté par la pandémie au coronavirus qui a eu un impact considérable sur la vie des populations sur les plans économique, social et sanitaire. La crise du Covid-19 a été inédite dans son ampleur et dans sa soudaineté. Pour endiguer la propagation de cette pandémie et atténuer son impact sur la vie des populations surtout les plus vulnérables, un comité de crise présidé par le chef de l'État et un comité national de gestion et de riposte à la Covid-19 ont été rapidement mis en place.

Le Togo a également pris des mesures fortes à travers la stratégie des 3R : la Riposte, la Résilience et la Relance. Des agents de santé additionnels ont été recrutés par le gouvernement pour renforcer l'effectif du personnel soignant. Toutes ces mesures ont permis de briser la chaîne des contaminations et l'impact de la pandémie a été limité, avec moins de 3.500 cas actifs au 23 septembre 2021.

**Un programme suspendu du fait de certaines irrégularités.**

En complément à toutes ces actions et dans le souci de limiter la propagation du virus à travers l'immunité collective, est



Sandra Johnson, ministre-SG de la Présidence de la République

gouvernement a opté pour l'acquisition des vaccins et l'intensification des campagnes de vaccination de masse de la population. A mi-septembre 2021, le Togo avait acquis 1,8 million de doses des vaccins Pfizer, AstraZeneca, Sinovac et Johnson & Johnson. La campagne de vaccination, lancée le 10 mars 2021, a permis de vacciner 400.000 personnes, représentant 5% de la population générale, et 8% de la population cible. Grâce à la stratégie vaccinale mise en place et à l'adhésion grandissante de la population, le Togo atteindra dans les meilleurs délais la couverture vaccinale nécessaire à une immunité collective, à la seule condition de disposer de vaccins. L'objectif du gouvernement est d'atteindre un million d'adultes pleinement vaccinés avant la fin de l'année 2021.

Ces différentes initiatives ont valu à notre pays d'être classé deuxième au niveau continental et 15ème au plan mondial en termes d'efficacité dans la riposte à la Covid-19 (Evaluation mondiale de l'Institut Lowy, Think Tank group, Australie, Ndlr). Au même moment, le Togo est classé parmi les États à faible risque de contamination par les États-Unis et la Grande Bretagne.

**Que dire alors des mesures prises au plan socio-économique ?**

A ce niveau, la crise a servi de laboratoire pour l'innovation socio-économique. Un Revenu Universel de Solidarité, dénommé Novissi, a été mis en place dès les premières heures pour venir en aide aux citoyens privés d'activités génératrices de revenu, ceci via un système digital ayant permis de toucher un nombre assez important dans le respect des mesures barrières. A ce jour, le nombre total de bénéficiaires est

d'environ 850.000 pour un montant total d'environ 13,3 milliards de FCFA (environ 24 millions USD).

En outre, des allègements ont été accordés aux entreprises. Ils se matérialisent par des mesures fiscales, des remises de cotisations sociales et un plan pour soutenir la production agricole et l'autosuffisance alimentaire. Le gouvernement a, par ailleurs, déployé un plan d'urgence de 400 milliards de FCFA, à travers un Fonds National de Solidarité et de Relance Économique. Cet effort inédit représente l'équivalent de 10% du PIB national. Ce montant a permis de soutenir les populations les plus vulnérables et les entreprises.

De plus, une série de mesures sociales, notamment la gratuité de la consommation d'eau et d'électricité pour les tranches de consommation les plus basses, ont été prises.

**Vous aviez très récemment pris part à une réunion ministérielle des Pays les moins avancés consacrée aux défis de développement dans ces États. Que peut-on retenir de cette rencontre ?**

En effet, j'ai représenté le Togo à la réunion ministérielle le 17 septembre dernier. A cette rencontre, il a été question de partager avec les acteurs internationaux du groupe des PMA (Pays les moins avancés), les mécanismes mis en place par le Togo pour la relance effective de l'économie nationale post-Covid-19 et quatre points essentiels sont à retenir.

Le Programme d'action d'Istanbul (2011-2020) a permis des avancées et un nombre important de pays répondent aux critères de sortie de la catégorie des PMA. Cependant, l'écart entre les objectifs fixés et les réalisations sur le terrain est impor-

tant notamment, à cause de défis tels que la pandémie de la Covid-19, le changement climatique et les crises financières qui risquent de compromettre les avancées des PMA. Pour y remédier, des partenariats mondiaux et multilatéraux sont nécessaires ainsi que des plans d'actions bien définis au niveau national, régional et mondial. La 5ème conférence des Nations Unies sur les PMA se tiendra du 23 au 27 janvier 2022 à Doha au Qatar et sera marquée par des participations au plus haut niveau de prise de décision.

**Vous avez présenté, au cours de cette réunion, la situation économique de votre pays et les différentes avancées faites dans le cadre de la riposte à la pandémie. Justement, comment se porte aujourd'hui l'économie togolaise dans le contexte actuel ?**

La pandémie de la Covid-19 a occasionné des pertes énormes dans le monde. Aucun pays n'a été épargné et le Togo n'est pas du reste avec des impacts sur les plans économique, social et sanitaire. Cette crise est venue compromettre une trajectoire d'émergence remarquable, puisque le Togo avait connu une croissance moyenne supérieure à 5% entre 2010 et 2019. Elle a occasionné des pertes estimées à presque 4 points de pourcentage du PIB. Mais la croissance est restée positive en 2020 et se chiffre à 1,8% contre 5,3% en 2019.

Cette performance et ce rebond de croissance du Togo traduisent la résilience de notre économie, face aux chocs et autres bouleversements induits par la crise sanitaire. Mais une seconde explication s'impose relativement à cet exploit. Il s'agit du regain des activités du secteur secondaire liées à la transformation des matières premières, qui sont issues du secteur primaire, et celui des activités du tertiaire : commerce, administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action.

**Vous avez également évoqué la réallocation des DTS du FMI**

**pour soutenir la relance des économies africaines.**

La crise actuelle est sans précédent pour l'Afrique. Elle réduit de manière drastique les flux de financement dans la zone alors que les pays africains en ont crucialement besoin pour réagir efficacement et financer leurs investissements. L'enjeu du financement des investissements est essentiel pour la relance des économies africaines. Face à ce défi, il faudra mobiliser tous les instruments de financement possibles, y compris la réallocation des DTS pour soutenir la relance économique en Afrique. La réallocation des DTS des pays avancés au profit de l'Afrique pourrait alors se faire à travers des instruments tels que la fenêtre de prêts concessionnels du FMI (PRGT, Poverty Reduction and Growth Trust) et d'autres trusts à créer au sein du FMI ; et le fonds multi-objectifs de la Banque mondiale pour contribuer à financer les ODD, etc.

Bref, il importe que nos partenaires internationaux s'efforcent de répondre de façon diligente aux conclusions du Sommet de Paris sur le financement des économies africaines afin de permettre à nos pays d'assurer une reprise économique durable post-Covid.

Tout autant que l'accès universel à la vaccination, le financement des investissements demeure un sujet central et probablement décisif. Je tiens ainsi à saluer la contribution massive des partenaires internationaux et des institutions financières pour soutenir la relance de la croissance

Suite à la page 6

**Nouvelle OPINION**  
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité  
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC  
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

**Directeur de Publication**  
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao  
 Cel: 91 36 37 55  
 jeantchagnao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction**  
 Agbékponou Junior

**Rédacteurs**  
 Tchagnao  
 El Hadj Arimiyao  
 Agbékponou Junior  
 Ramzad  
 Maroine Tchagnao  
 Dalikou Lynda A.

**Imprimerie**  
 Direct Sprint

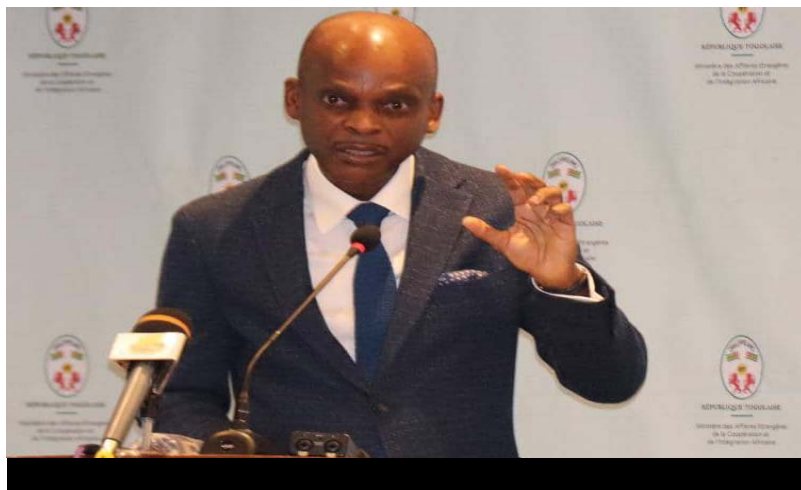
**Tirage**  
 2.000 exemplaires

## Rentrée diplomatique 2021-2022 :

# Le Togo veut vaincre le terrorisme et l'insécurité par une diplomatie préventive

Le Ministre togolais des affaires étrangères, de l'intégration régionale et des togolais de l'extérieur, le professeur Robert Dussey était vraiment dans son élément, mardi à son cabinet. Il a choisi la date du 28 septembre pour organiser la rentrée diplomatique 2021-2022 du Togo. Devant un parterre de diplomates et chefs de missions diplomatiques en poste dans notre pays, le professeur philosophe et diplomate togolais a étalé avec emphase, la stratégie du Togo dans la perspective de l'éradication du terrorisme et de l'insécurité dans le sahel.

A juste titre, il a placé cette rentrée diplomatique très solennelle sous le thème de la " lutte contre le terrorisme et la diplomatie dans le sahel : l'initiative du Togo ". Il s'agissait donc pour le chef de la diplomatie togolaise d'expliquer aux détails près, l'action diplomatique du Togo, sa vision et sa stratégie dans la lutte contre ce fléau qui ne cesse de troubler sérieusement, la quiétude à la fois des pays du sahel que ceux de la sous-région ouest-africaine dans leur ensemble. Il a



d'abord trouvé " capitale " la construction de la paix en Afrique de l'ouest ; cette construction de la paix est d'autant plus importante que celle-ci est gravement menacée, depuis quelques années, par les groupes terroristes lourdement armés qui sèment la désolation dans de nombreuses familles dans les pays du Sahel et même au-delà. En effet, de janvier 2020 et mai 2021, les groupes terroristes ont perpétré 1547 attaques avec 4222 morts en Afrique de l'ouest. Il y'a par conséquent un besoin urgent d'agir.

Devant une telle situation aussi dramatique et fort de cette

conviction que la paix n'a pas de prix, le Togo, sous la houlette du chef de l'Etat, a initié une diplomatie préventive en agissant en amont afin de trouver des solutions idoines qui permettent de venir à bout du terrorisme et de l'insécurité dans le Sahel. Pour le Professeur Dussey, " travailler à la préservation de la paix et la stabilité des pays du sahel, c'est en vérité œuvrer de façon anticipative à la préservation de la stabilité de la région du Golfe de Guinée et de toute l'Afrique ". Ainsi explique-t-il que le Togo est donc dans le sahel pour sa propre sécurité, ensuite pour la sécurité du sahel et naturellement de la

région toute entière. Le chef de la diplomatie togolaise est totalement convaincu que l'ampleur du fléau exige des Etats, une solidarité agissante, une mutualisation des moyens de lutte ainsi que des actions suffisamment muries et réfléchies.

Par conséquent, la stratégie élaborée par Togo repose sur quatre axes : la participation à la coopération multilatérale au service de la stabilité régionale, et interrégionale ; l'exportation de la vision togolaise de la paix ; le soutien au processus de normalisation politique, de transition démocratique et efforts de réconciliation nationale par l'entremise de la médiation ; et enfin l'appui à une gouvernance responsable pour plus d'inclusion sociale et politique dans les Etats de la région.

Cette stratégie ainsi bien pensée et intelligemment assumée par le professeur Dussey, explique que notre pays soit constamment et ardemment sollicité sur des questions liées à la recherche de la paix et de la sécurité dans la sous-région. Les

tournées répétitives du chef de la diplomatie togolaise au Tchad, au Mali, en Guinée et dans bien d'autres pays où la stabilité politique est flottante avec des incursions régulières des terroristes, notamment au Mali, trouvent leur fondement dans cet engagement du Togo à assurer sa propre sécurité domestique à travers un travail préventif au plan régional.

Le professeur Dussey a surtout la conviction qu' " il faut rompre avec la logique de la dépendance irresponsabilisante et travailler résolument à la consolidation de nos résiliences et des mécanismes africains de défense et de sécurité collective ". Ce n'est que par une telle stratégie que la sous-région ouest-africaine réussira d'abord le pari de sa victoire sur le terrorisme et l'insécurité, et suite de son affranchissement de la tutelle des puissances occidentales sans l'apport desquelles, cette lutte risque d'être vaine en l'état actuel de la situation des pays victimes de ce fléau dans cette portion de l'Afrique.

Tchagnao

## Recensement national des établissements de tourisme

### Le ministre LAMADOKOU a officiellement lancé l'opération

Le vendredi 1er octobre dernier, le ministre de la culture et du tourisme Dr Pierre Kossi Gbenyo LAMADOKOU a lancé la première phase du recensement des établissements de tourisme à l'échelle nationale. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise à niveau des Statistiques du tourisme sur le plan national.

Cette opération vise à doter le département d'une base de données fiables sur les établissements touristiques au Togo et à pouvoir orienter les actions des décideurs. Ce recensement concerne spécialement les hôtels, les restaurants, les auberges, les motels, les appartements meublés, les agences de voyage et les écoles de formation touristique. Cette première phase a lieu dans le Grand Lomé, la région maritime et des plateaux du 1er au 11 octobre 2021. La date de la 2ème phase dont la période suivra ultérieurement concernera les établissements de la région centrale, de la Kara et des Savanes.

Une cinquantaine d'agents recenseurs composés de cadres du ministère chargé du tourisme

et d'agents désignés par les mairies sillonnera les zones ciblées, pour la réussite de cette campagne. La collecte se fera à partir d'une application numérique dénommée " kobo-collect " qui a pour mérite de dématérialiser le processus de

collecte surtout en ces temps de crise sanitaire où il est important de minimiser les contacts à partir de supports physiques.

Le ministre Pierre Lamadokou compte sur la collaboration des opérateurs, des mairies et des préfectures pour que cette

activité soit une brillante réussite. Il faut souligner que cette initiative permettra à terme de renforcer les canaux d'échanges entre toutes les parties prenantes de la chaîne touristique et de disposer d'éléments de réponse aux sollicitations statis-



Le ministre Pierre Kossi Lamadokou

tiques des populations, des partenaires et des pouvoirs publics.

La Rédaction

## Processus de déclaration des biens au Togo :

### Faure Gnassingbé veut marquer des points dans la culture de la transparence

"Le processus législatif et réglementaire sur la déclaration des biens et avoirs est arrivé à son terme". C'est ce qu'a laissé entendre le Premier Ministre, Victoire Tomegah-Dogbe, le mercredi 29 septembre, lors du dernier conseil des ministres. Elle a par conséquent invité les membres du gouvernement à s'apprêter afin de déclarer en premier, leurs biens, lorsque la médiatrice de la République sera prête pour les recevoir.

En effet, ce processus conduisant à la déclaration des biens et avoirs des gros pontes de l'Etat, avait été annoncé et entamé depuis des mois dans notre pays. Son achèvement qui va désormais donner la voie à sa phase opérationnelle est un signal fort du désir de transparence qui anime le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé,



Le Président Faure Gnassingbé

dans la gouvernance du pays.

Il aura le mérite de tirer au clair les biens dont disposent certains hauts placés de l'Etat, mais surtout aussi, de pousser les cadres de l'administration publique au respect du bien commun afin de mettre un terme aux fléaux de la corruption, des détournements de deniers publics et de la mauvaise gouvernance dont parlent régulièrement certains observateurs de la vie publique de notre pays.

Cette disposition consistant à déclarer les biens avant ou

pendant l'exercice d'une haute responsabilité de l'Etat est sans doute à saluer et rend compte de la volonté de nos dirigeants actuels de prendre à bras le corps, les vrais problèmes qui minent la vie du pays. Sa seule mise œuvre instaurera une confiance entre le peuple et ses dirigeants et rassurera d'emblée chaque composante de la nation que sa contribution aux avoirs de l'Etat sera judicieusement utilisée dans l'intérêt de tous les citoyens à la fois.

Les deniers publics sont en réalité sacrés et doivent impérativement servir à la cause commune. Il est donc inadmissible que des individus, du simple fait qu'ils sont positionnés à des postes stratégiques de l'Etat où ils ont accès à ces biens communs, s'en accaparent

essoufflant ainsi l'Etat qui peine à se doter de ressources adéquates devant servir à assumer convenablement et décentement ses charges régaliennes.

L'on sent, à travers ce projet de déclaration des biens, que le Président de la République et son gouvernement entendent désormais donner le bon exemple dans la culture de la transparence mais surtout aussi, dans celle de la gestion efficiente des ressources que génère le labeur du peuple.

Selon la liste établie à cet effet par nos autorités, cette formalité administrative concerne, outre les membres du gouvernement, les directeurs généraux des sociétés d'Etat, des officiers supérieurs, les directeurs de cabinets, les préfets, les ambassadeurs etc.

Tchagnao

**Société :**

# OUIDRIVE une nouvelle application pour le bien-être de la population

La société OUIDRIVE après 7 mois d'activités, lance pour le bien de la population togolaise une nouvelle application qui apportera des solutions à tous et qui permettra de répondre efficacement aux besoins des uns et des autres.



Les premières activités de la société OUIDRIVE ont démarré en février 2021 par l'exploitation d'un parc de taxis VIP conduits par les femmes. Mais aujourd'hui après un constat fait sur le marché des transports spécialement de taxi moto, les premiers responsables de ladite société veulent apporter de nouvelles solutions à l'endroit de tout un chacun. Des solutions qui répondent

aux préoccupations quotidiennes des populations. OUIDRIVE n'est pas que des solutions de transport mais elle est ouverte à tout le monde à savoir ceux du secteur informel que formel. La mission de cette société consiste à éliminer les contraintes à l'accès à une ubérisation des transports profitables à tous, de réduire les temps de recherche des clients et des transporteurs,

augmenter le pouvoir d'achat des transporteurs abonnés, écouter et créer des liens pour se faire plaisir.

Contrairement à d'autres applications, au niveau de OUIDRIVE, le souscripteur (le conducteur de taxi moto) par exemple n'est pas obligé de porter la marque comme l'exige certaines sociétés de la place. Après ouverture de compte sur l'application OUIDRIVE, le souscripteur bénéficie

d'une mise en relation illimitée et cela ne coûte que 100f. Un abonnement qui permettra aux conducteurs de taxi moto spécialement d'être en contact avec plusieurs passagers.

L'autre avantage également c'est que chaque abonné soit écouté et respecté par les premiers responsables de la société. Comme le Togo fait face à la pandémie de coronavirus où des mesures ont été prises par le gouvernement pour limiter la propagation, la société OUIDRIVE a pensé aider les chrétiens à suivre les cultes et prières via leur application. Aussi avec OUIDRIVE la possibilité est donnée à tout un chacun de faire ou de recevoir des dons

directs et d'être solidaire vis-à-vis des autres.

Doveenam et kifekoi sont des liens qui permettent à tout abonné de nouer des relations et d'organiser des rencontres d'une part, et de faire des publications sur leurs différents produits.

Pour bénéficier de tous ces avantages, les premiers responsables invitent les uns et les autres de télécharger l'application OUIDRIVE afin de pouvoir toucher du doigt les bonnes choses que propose la société. Rappelons que pour avoir OUIDRIVE, il suffit d'aller sur playstore et de télécharger.

**Elom**

## Suspension du Doing Business :

# Mme Sandra Johnson se prononce

Suite de la page 4

économique en Afrique.

Cette réallocation de DTS est une composante essentielle de l'action plus globale que mène le FMI pour aider les pays à surmonter cette pandémie du coronavirus dont les conséquences demeuraient inquiétantes si rien n'était fait.

### Quelles sont les perspectives de croissance du Togo ?

Les perspectives de croissance du Togo sont beaucoup plus reluisantes depuis la réunion du Conseil national du crédit (CNC). De 4,5% annoncé en mai dernier, il est envisagé désormais un taux de croissance économique qui devrait progresser pour atteindre 4,8% en 2021 contre 1,8% en 2020. Cette croissance, comme indiqué précédemment, sera soutenue par tous les différents secteurs d'activité. Dans le même temps, le Togo est en discussion avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le but de parvenir à un accord pour le financement d'un nouveau programme au titre de la Facilité Élargie de Crédit (FEC).

Le Togo a réalisé un grand bond au dernier classement Doing Business, un rapport que la Banque mondiale ne compte plus éditer en raison d'irrégularités dans les classements 2018 et 2020. Comme le Togo a-t-il

### vécu cette annonce, vous qui avez été, pendant tout ce temps, en charge de la Cellule Climat des Affaires ?

Il faut reconnaître que le programme Doing Business a le mérite d'avoir poussé les pays à mettre en place des dispositifs ayant accéléré des réformes audacieuses. Cependant, si la suppression du rapport est susceptible d'avoir des effets sur les pays tirant intérêt dudit programme, la réalité est tout autre pour ce qui concerne le Togo. En effet, notre pays n'envisage pas abandonner sa dynamique. L'amélioration du climat des affaires reste au cœur des ambitions du président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, en vue de toujours entretenir et affermir les relations de son pays avec ses partenaires financiers internationaux.

Pour rappel, le Doing Business, a été mis en place depuis 17 ans par la Banque Mondiale afin d'évaluer les performances d'amélioration du climat des affaires dans le monde. Ces rapports ont guidé les actions des décideurs politiques, aidé les pays à prendre des décisions mieux éclairées et permis aux parties prenantes de mesurer les progrès économiques et sociaux avec plus de précision.

L'assainissement du climat des affaires au Togo vient,

avant tout, de la volonté et du leadership du chef de l'État togolais qui s'est toujours donné pour objectif de faire du Togo un endroit sûr pour les investissements. La mise en œuvre réussie des différentes réformes s'illustre bien par l'éligibilité du pays au programme Millenium Challenge Corporation (MCC) des États-Unis, l'amélioration sensible des indicateurs d'évaluation des politiques par les institutions internationales à l'instar du CPIA (County Policy and Institutional Assessment) de la Banque Mondiale. Encore une fois, le Doing Business est un baromètre comme le rapport Mo Ibrahim, Transparency international etc.

Le Doing Business ne constitue donc pas une obligation mais plutôt une mesure d'incitation. La suppression du rapport n'aura aucun effet sur la dynamique des réformes. En effet, le pays fait du secteur privé le moteur de sa croissance économique tel que décliné dans la stratégie de développement du pays. En témoigne l'adoption en Conseil des Ministres le 22 septembre 2021 de l'avant-projet de loi relatif aux contrats de partenariat public privé.

Enfin, il faut garder à l'esprit que les efforts d'amélioration du Climat des affaires vont en faveur de l'amélioration des conditions de vie des Togolais ;

ils ne sont pas destinés aux classements ou aux observateurs. L'amélioration du climat des affaires au Togo est un combat de tous les instants et nous devons le réussir.

### Vous faites partie des 24 personnalités ayant porté sur les fonts baptismaux, " A New Road ", une nouvelle table-ronde sur les dettes africaines. En quoi cette initiative est-elle nécessaire, et où en êtes-vous à ce jour ?

Effectivement, le think tank " A new ROAD " a été porté sur les Fonds baptismaux à Abidjan par des personnalités d'Afrique et du monde dont je fais partie. Vous n'êtes pas sans savoir que la problématique de la dette publique en Afrique revêt une importance capitale pour les pays africains. Même si la dette de l'Afrique ne représente que 2% du stock mondial de dette, un effort de reconduction serait très supportable pour la communauté financière internationale et ne créerait aucun risque systémique. Paradoxalement, la soutenabilité de la dette africaine est beaucoup plus préoccupante dans les débats.

C'est dans ce contexte que " A New ROAD " un think tank consacré à la problématique de la dette publique en Afrique a été créé. L'entité à but non lucratif et apolitique, se veut un espace de réflexion,

porté essentiellement par des acteurs africains, qui vise à contribuer à l'amélioration des conditions de financement des États et du secteur privé. Ce think tank est composé de membres, de nationalités, de générations et d'industries différentes, aux parcours riches et multiples, tous rassemblés au service de deux objectifs communs : changer de paradigme concernant les questions de financement des économies du continent et proposer un cadre de réflexion sur le traitement et la structuration des dettes.

### Votre mot de fin...

La crise sanitaire actuelle impose des stratégies rigoureuses pour pouvoir gagner le pari de la relance économique. C'est tout le fond de l'engagement du président de la République et de son gouvernement pour un mieux vivre des populations togolaises pendant cette période particulière. Je ne saurais terminer mes propos sans réitérer mes sincères remerciements à tous les partenaires techniques et financiers qui œuvrent pour le développement du continent africain. Ce continent a fait preuve d'une résilience remarquable pendant la crise de la Covid-19 et nous restons convaincus de son avenir très prometteur.

Source : L'Éveil de la Nation, n°744 du 1er Octobre 2021

## Mois de consommation de produits locaux : Que désigne-t-on réellement par produit local ?

Au Togo, les produits locaux seront mis en vitrine ce mois d'Octobre à travers le mois du "consommer local". Il s'agit d'une initiative arrêtée de commun accord le 25 octobre 2019 à Ouagadougou par les ministres de l'espace UEMOA, en charge du commerce pour la promotion de la consommation des produits locaux. L'évènement est à sa seconde édition cette année. Pour l'Afrique en général et le Togo en particulier qui dépend de l'extérieur en matière de consommation que doit-on véritablement désigner par produit local ?

Après l'édition de 2020, la deuxième édition a été annoncée par le gouvernement en conseil mercredi 29 septembre dernier. Elle va se consacrer à la Zone de libre-échange africaine (Zlecaf). Il s'agira notamment des enjeux et opportunités qu'offre cet espace aux produits locaux. Le but est de valoriser davantage les biens et services locaux, afin

de tirer meilleur parti de l'espace économique, Zlecaf.

Les échanges, selon les informations, porteront essentiellement sur la démarche qualité, les problèmes d'emballage, les prix et la disponibilité des produits afin de les rendre compétitifs sur les plans national, régional et international, a précisé le ministre du commerce Kodjo Adedze.

"Grâce à l'engouement suscité par la première édition, en 2020, du mois du consommer local qui s'est traduite par une appropriation du concept par les producteurs, les consommateurs, les structures publiques et privées, notre pays se prépare activement pour l'organisation et la tenue de la deuxième édition. Elle se tiendra à partir de la deuxième semaine du mois d'octobre 2021", a déclaré M. Adedze en Conseil des ministres mercredi.

Qu'appelle-t-on produit locaux en réalité ?

Le concept du "consommer

local" n'a pas une définition arrêtée selon le professeur Akoda Ayéwouadan, ministre togolais de la communication. "Lorsqu'on parle de consommer local, on part d'un point d'abord du lieu de consommation. Si on prend par exemple la viande du mouton, pour dire qu'on consomme local au Togo, il faudrait que ce mouton là soit élevé, abattu, traité et vendu au Togo. Dans ce cas, on consommerait du local" a expliqué le ministre Ayéwouadan.

Mais, dit-il, "on peut aller plus loin dans la définition en considérant qu'on consomme local à partir du moment où le produit en question contient certains intrants qui proviennent de chez nous. On peut prendre l'exemple de certains costumes, on peut considérer qu'on consomme du local dans la mesure où le couturier qui l'a confectionné est de chez nous et que c'est lui qui a réalisé la coupe, la couture, la finition jusqu'au produit fini. Dans ce cas, la



Le ministre Ayéwouadan Akodah

seule chose qui est étrangère, c'est le tissu que nous ne fabriquons pas encore surplace. Considérant donc la main d'œuvre locale qui a servi à la réalisation du costume, on peut dire que nous consommons local en portant la portant".

Sur la polémique qui se pose le plus souvent sur le port de certains vêtements durant le "mois du consommer local", le ministre de la communication a apporté de la clarification.

"Il est peut être rapide de considérer qu'il faut absolument s'habiller en Batakali pour dire qu'on consomme local, parce que derrière, le fil qui est utilisé pour faire le tissu en question, n'est

pas fabriqué chez nous. Il est importé", a-t-il notifié avant d'ajouter que "il faut avoir une approche raisonnable du consommer local, puisque l'objectif même du concept, c'est de promouvoir la création locale et la création d'emploi au plan local et qui nous permet de donner une identité au produit qui est réalisé".

Le rendez-vous est donc pris pour la deuxième semaine du mois d'octobre. Selon le porte-parole du gouvernement, prof Akoda, le gouvernement a tiré les leçons de la première édition et donc se prépare pour la réussite de la seconde édition.

Stan

## Togo/Braquage à répétition :

# L'alternative du ministre Yark DAMEHAME contre le fléau

Lomé, la capitale togolaise a enregistré la semaine dernière, un nouveau braquage. Un jeune homme tué à bout portant au centre-ville par deux malfrats à bord des motos. Ce énième braquage vient s'ajouter à une série de braquages qui survient dans les villes du Togo surtout dans la capitale togolaise depuis des années déjà. Ils se soldent souvent par des pertes en vie humaine sans compter des sommes colossales que dérobent les malfaiteurs. Face à la situation, que faire pour protéger la population, surtout les opérateurs économiques qui sont victimes ? Le ministre Yark Damehame de la sécurité et de la protection civile donne l'alternative.



Le ministre Yark Damehame

la précision non seulement sur le statut du défunt, mais aussi comment l'information est parvenue à la famille.

"Je suis à la maison et l'un de leur membre de la chorale était venu chez moi. Mon neveu et moi avions fait la même maison à Nukafu mais il est parti louer à Djaqlé il y a de cela trois semaines. À son arrivée, il me demande si j'ai vu Elom, et je lui ai dit que je n'ai pas de ses nouvelles aujourd'hui. Et il s'est mis à pleurer. Je lui ai demandé ce qui se passe. Il me dit que c'est l'un de leur choriste qui lui a envoyé un message sous prétexte que Elom est parti récupérer de l'argent à la banque et arrivé à GTA, on a tiré sur lui et il est mort. Ayant appris la mort d'Elom, j'ai commencé à pleurer. Il me dit de ne pas pleurer, car je suis une personne âgée. Quelques instants, la femme d'Elom apparaît et me demanda ce qui se passe. Je lui ai répondu que rien ne se passe. Je lui ai dit que c'est celui-ci qui vient de m'expliquer quelque chose. J'ai appelé mon frère s'il a les nouvelles d'Elom, il dit non, qu'il n'a pas de ses nouvelles. C'est là, je lui dis que c'est l'un de

ses choristes qui est venu chez moi m'informer que Elom a eu un accident, donc d'appeler son patron vu que je ne voulais pas l'informer de sa mort. Il m'a dit qu'il me rappellera" a narré l'oncle.

Et d'ajouter que "Après avoir appelé son patron en vain, il m'a rappelé pour m'informer. Je lui ai dit que je vais prendre ma moto et aller chez son patron au service à Bè-Kopta vu que je ne connais pas le lieu où le drame s'est produit. Arrivé au service, j'ai demandé à l'un de ses adjoints et c'est là, il me confirme que Elom est vraiment mort. Quand ils sont partis récupérer l'argent, on les a braqués, les braqueurs voulaient récupérer l'argent et il a riposté, mais leur a remis ça finalement. Après avoir leur remis, il a crié et c'est là qu'il a reçu un tir de balle de la part des braqueurs".

Les deux braqueurs sont pour l'instant dans la nature. Selon les autorités, des enquêtes seront menées pour faire la lumière sur le tragique événement. Mais il faut dire que ce dernier braquage n'est qu'un dernier qui suit plusieurs d'autres que connaissent la capitale togolaise notamment et les autres villes en général. Braquer des personnes revenant de la banque ou portant sur elles de grosses sommes d'argent devient monnaie courante et le ministre de la sécurité donne des directives pour pallier au fait.

La proposition de Yark DAMEHAME contre les braquages


Pour parer aux situations malheureuses causées par le braquage, le ministre en charge de la sécurité, Général Yark DAMEHAME a demandé à tous les citoyens que s'ils ont des grosses sommes à prendre ou à déposer à la banque, de solliciter le service de la police ou de la gendarmerie.

"Je rappelle à la population et aux opérateurs économiques que les services de sécurité sont toujours disponibles pour les

accompagner dans leurs différentes opérations de retrait ou de dépôt d'argent auprès des institutions bancaires", écrit le ministre Yark.

Cette piste de solution paraît du coup intéressante contre le braquage à répétition. Mais reste à savoir les conditions dans lesquelles cette collaboration entre civil et force de l'ordre et de sécurité de fera.

Stan



**OTR**  
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

COMMISSARIAT GENERAL

COMMISSARIAT DES SERVICES GENERAUX

Direction des Ressources Humaines et de la Formation Professionnelle

**Communiqué N° 078 /2021/OTR/CG/CSG/DRHFP**

Relatif aux respect scrupuleux des mesures sanitaires prises par le Gouvernement


Conformément au Communiqué du Gouvernement en date du 9 septembre 2021, relatif au protocole sanitaire lié à la pandémie du Coronavirus, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) demande à tous les Directeurs, Chefs de Division, Chefs- Bureaux et Contrôles préfectoraux, de prendre toutes les dispositions nécessaires au respect scrupuleux des mesures prescrites. Ainsi :

1. l'accès des agents de l'OTR et des visiteurs aux locaux de l'Office est subordonné à la présentation de la preuve de vaccination contre la Covid 19 ;
2. les agents de l'OTR et les visiteurs doivent observer les gestes barrières (lavage des mains, port de masque, distanciation sociale etc.) à l'entrée et dans les locaux de l'OTR.

Le Commissaire Général compte sur la bonne compréhension et le civisme de tous pour le respect strict du présent communiqué.

Fait à Lomé ... 15 SEPT 2021

Le Commissaire Général, pi





**POUR VÉRIFIER TON IDENTITÉ ET  
FAIRE TA RÉGULARISATION DEPUIS  
CHEZ TOI, APPELE LE 848**



*L'identification en ligne est soumise à conditions.  
La durée d'attente peut être longue aux heures  
d'affluence.*

**TOGOCOM CHANGE POUR VOUS**

togocom.tg  
Three small red icons representing social media platforms: Facebook, Instagram, and YouTube.